

## **Appel à contribution pour une Journée d'étude**

### **Les « petites universités » à l'épreuve de la Grande Guerre**

**Date** : 21 octobre 2022 à Clermont-Ferrand

Date limite d'envoi des propositions : 15 juin 2022

Date des réponses aux propositions : 30 juin 2022

**Journée d'étude** organisée par le Centre d'Histoire Espaces et Cultures (UCA Clermont-Ferrand) et le Centre Gabriel Naudé (Enssib, Université de Lyon) avec le soutien de la MSH Clermont-Ferrand dans le cadre du projet 14-UNIV-18.

**Lieu** : MSH de Clermont-Ferrand

**Publication** : une publication est prévue sous la forme d'un dossier dans une revue à comité de lecture.

Le dossier sera présenté à la revue *Siècles* <https://journals.openedition.org/siecles/> ou à toute autre revue d'histoire spécialisée susceptible d'être intéressée. La participation à la journée d'étude ne garantit donc pas la publication, celle-ci étant soumise aux règles de la revue qui accueillera le dossier.

**Comité d'organisation** : Nicolas Beaupré (Enssib, Centre Gabriel Naudé), Stéphane Le Bras (CHEC, UCA), Chloé Pastourel (CHEC, UCA)

**Comité scientifique** : Aline Fryszman, Jean-François Condette, Anne Rasmussen, Antonin Dubois, Sophie Delaporte

#### **Argument :**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021 le MSH de Clermont-Ferrand soutient le projet « 14-UNIV-18 - L'université de Clermont-Ferrand face à la Grande Guerre : ruptures, adaptation et innovations ». Dans le cadre de ce projet, une journée d'étude conclusive sera consacrée aux petites universités dans la Grande Guerre qui permettra de mettre en perspective le cas clermontois.

Dans le domaine de la recherche sur l'enseignement supérieur, le Centenaire de la Première Guerre mondiale, dans la continuité avec des recherches qui ont renouvelé l'histoire des mondes académiques dans le premier conflit mondial, a débouché sur des colloques ou des publications qui, pour l'essentiel, furent consacrées aux plus grands et prestigieux établissements comme aux savants les plus connus. Malgré ce renouvellement, les petites universités ou plus largement les établissements d'enseignement supérieur de taille modeste et les plus marginaux, sont souvent demeurés dans un angle mort de la recherche. Bien plus : la différenciation des établissements d'enseignement supérieur dans le champ universitaire, national comme international, n'a que peu été questionnée. Cette journée d'étude permettra donc de combler cette lacune dans une perspective comparée. En effet, si dans le cas de la France le fossé entre la très grande Université de Paris et les établissements provinciaux est net, tous ces derniers ne sont pas « petits » de la même manière. La différence entre les universités les plus importantes, comme Lyon, Lille et Bordeaux, et les plus marginales, comme Caen, Besançon voire Clermont-Ferrand, mérite donc d'être interrogée. Dans tous les

autres pays en guerre, cette hiérarchie est encore bien plus floue. Tous possèdent de « grandes » universités, mais aucune n'occupe un statut similaire à celui de Paris en France, et elles forment plutôt des binômes ou trinômes de tête : Berlin, Leipzig et Munich en Allemagne ; Vienne et Prague en Autriche-Hongrie ; Rome, Naples et Turin en Italie, par exemple. Toutefois, ces universités ne sont pas toutes « grandes » au même titre, il en est donc de même pour les « petites ». Cette journée d'étude contribuera, grâce à son attention au contexte exceptionnel de la guerre, d'interroger à nouveaux frais les critères de classements entre elles (nombre d'étudiants, renommée des enseignants, institutions spécifiques, etc.).

Ces « petites universités » permettent en effet de jeter un nouveau regard sur la participation institutionnelle des établissements d'enseignement supérieur, ainsi que celle de leurs personnels, à l'effort de guerre, notamment via l'innovation scientifique ou plus largement la mobilisation des compétences. On peut citer ici par exemple le rôle des personnels des facultés des lettres dans la propagande de guerre, des juristes dans la réflexion sur le droit de la guerre ou le droit des gens, des médecins dans les soins portés aux blessés, des scientifiques, des géographes... Cet apport peut être volontaire mais aussi parfois contraint, l'université devant répondre à de nouvelles injonctions de l'État motivées par la situation de guerre (réquisition de locaux, mobilisation de personnels...) qui peuvent affecter le fonctionnement normal des établissements. On peut aussi s'interroger sur les effets en retour de la guerre sur les contenus des enseignements et les orientations des recherches menées dans les facultés. La guerre a *de facto* des effets transformateurs sur les universités elles-mêmes et nécessite de leur part des ajustements et des adaptations dont il convient d'étudier les effets tant à court qu'à moyen terme. Les personnels et les étudiants sont mobilisés et quittent les bancs des salles de cours. D'autres populations estudiantines peuplent alors des amphithéâtres : dans le cas clermontois, la part des étudiantes croît fortement dès 1915 – comme c'est le cas dans bien d'autres universités européennes –, tandis que les facultés s'ouvrent tant à des étudiants réfugiés originaires de Serbie qu'à des soldats américains casernés en Auvergne. La part des enseignantes tend aussi à progresser.

Parmi les effets en retour du conflit, il convient également de s'interroger sur la place de l'université dans la cité. La guerre modifie-t-elle les liens de l'université avec l'environnement urbain proche ? Redéfinit-elle les rôles sociaux, les identités et l'ethos des universitaires, par exemple vis-à-vis de la communauté scientifique nationale et internationale ?

Enfin, la sortie de guerre, avec, entre autres, le retour des soldats, la reprise des enseignements, la poursuite de la politisation de la vie universitaire dans le cadre des épisodes (contre-)révolutionnaires, mais aussi la crise représentée par l'épidémie de grippe espagnole ou encore le besoin d'expertise – par exemple dans le cadre des négociations des traités de paix ou encore de la reconstruction – représentent pour les établissements et leurs personnels de nouveaux défis qui font pleinement partie du sujet de cette journée d'étude.

Les contributions pourront être consacrées à des exemples français mais également internationaux ou comparatifs. Tous les pays belligérants peuvent être considérés. Dans le cas français, dans le cas français, nous considérons que l'ensemble des universités de province peuvent être étudiées dans ces propositions. Les universités situées dans les zones du front ou dans des territoires occupés font bien entendu partie intégrante du sujet en ce qu'elles nécessitent une adaptation à la situation de guerre particulière.

Les bibliothèques universitaires et leurs personnels font également pleinement partie du sujet. Le conseil scientifique examinera tout particulièrement les contributions qui s'inscriront dans l'un ou plusieurs des grands axes thématiques identifiés ci-dessous :

- Les universités : des communautés à l'épreuve de la guerre
- Universités et universitaires : des acteurs de l'effort de guerre
- Adaptations, innovations, transformations : les effets en retour de la guerre sur les universités à court et moyen termes

Merci de faire parvenir vos propositions à l'adresse [nicolas.beaupre@enssib.fr](mailto:nicolas.beaupre@enssib.fr) et [chloe.pastourel@uca.fr](mailto:chloe.pastourel@uca.fr) avant le 15 juin en précisant impérativement dans l'objet du mail la mention **14-UNIV-18**.